

Document

Sans accord, les membres du G-20 minimisent leurs divergences. (28.06)

AP – 27.06

Les pays membres du G-20 n'étaient d'accord que pour minimiser leurs divergences. Prônant des voies diamétralement opposées pour sortir de la crise économique, les participants au sommet de Toronto ce week-end affichaient une unité de façade pour ne pas inquiéter les marchés financiers.

Les Etats-Unis ont une nouvelle fois plaidé pour des mesures volontaristes de relance de la croissance. Ils ont obtenu le soutien du Brésil, qui redoute qu'un serrage de ceinture trop rapide ne mette en péril la fragile reprise.

En revanche, la liste s'allonge des pays qui veulent donner la priorité à la réduction des déficits publics, craignant une crise à la grecque. L'Allemagne et la Grande-Bretagne notamment ont annoncé ces dernières semaines des plans de rigueur draconiens.

Le G-20, qui rassemble les huit pays les plus industrialisés (G-8) et les grands pays en développement tels la Chine, l'Inde et le Brésil, a été lancé fin 2008 pour trouver les meilleurs moyens de sortir de la crise économique mondiale provoquée par le naufrage des subprimes américaines.

Or, il semble bien difficile de trouver un consensus sur la marche à adopter.

Soucieux cependant de ne pas affoler des marchés financiers dont la nervosité peut avoir des répercussions néfastes sur leurs économies, les membres du G-20 minimisent leurs divergences. Ils assurent s'accorder sur la nécessité, à long terme, de sortir les comptes publics du rouge et que ce n'est qu'une question de rythme, divers pays pouvant choisir différentes stratégies à court terme, en fonction de leur degré d'endettement.

"Si nous agissons en hâte, si nous sommes excessifs dans nos ajustements de politique fiscale, nous pourrions mettre en péril la croissance que nous avons réalisée", a mis en garde le ministre brésilien de l'Economie Guido Mantega.

"Nous portons encore les cicatrices de la crise", a aussi rappelé le secrétaire au Trésor américain Tim Geithner. "Si l'économie mondiale doit retrouver son potentiel, si la croissance doit être durable à l'avenir, alors nous devons agir de concert pour renforcer la reprise et finir le travail de réparation des dégâts causés par la crise".

Un vœu pieux. Aucun accord n'a été trouvé sur la taxation des risques financiers pris par les banques, une réforme défendue par la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. "On n'est pas dans un gouvernement mondial qui pourrait imposer à un pays une taxation", a expliqué le président français Nicolas Sarkozy. "Mais nous voulons un cadre, M. (David) Cameron, Mme (Angela) Merkel et moi-même, nous sommes décidés à obtenir un cadre qui permet la taxation des activités bancaires".

"Quelle que soit la décision de nos partenaires, nous la mettrons en oeuvre", a promis Nicolas Sarkozy. "Il est parfaitement normal que des institutions, des organismes qui ont conduit aux risques que nous connaissons aujourd'hui puissent être sollicités financièrement pour assurer le financement de caisses d'assurance".

Si aucun consensus économique n'a été élaboré, en revanche, les pays du G-8 ont trouvé un terrain commun sur plusieurs sujets de politique internationale. Dans un communiqué conjoint publié samedi à l'issue de leur sommet dans une autre ville de l'Ontario, les huit pays les plus industrialisés ont condamné la Corée du Nord pour avoir coulé une corvette sud-coréenne au large de la péninsule divisée, promis de

nouvelles sanctions contre l'Iran et son programme nucléaire suspect et adopté un calendrier de retrait sur cinq ans pour l'Afghanistan.